

KIT DE LA GREVE LYCEENNE

*Suppressions de postes, Parcoursup, réforme du Bac,
service national universel, hausse des frais
d'inscription à l'université...*



***Ils menacent notre avenir
Organisons la riposte !***

**Pour connaître les réformes du gouvernement
et organiser la mobilisation sur son lycée**



Sommaire

**Les plans du gouvernement pour
détruire notre avenir**

**Les méthodes de lutte (construire un
rapport de forces)**

S'organiser au niveau local

**Se coordonner et étendre
la mobilisation**

Slogans

La répression

**Se mobiliser et s'organiser
sur la durée**

LES PLANS DU GOUVERNEMENT POUR DETRUIRE NOTRE AVENIR

De nouvelles suppressions de postes dans l'éducation

Macron prévoit la suppression de 2650 postes dans l'éducation pour la rentrée 2019. Alors que les classes sont de plus en plus surchargées dépassant parfois les 35 élèves, ces nouvelles suppressions de postes vont dégrader encore davantage l'encadrement des lycéen-ne-s. Pour nous, il ne faudrait pas plus de 20 élèves par classe pour étudier dans de bonnes conditions.

La réforme du BAC général et Parcoursup

La réforme du Bac va conduire à ce que 40 % du Bac soit évalué en contrôle continu. Avec la généralisation du contrôle continu, le Bac perdra son caractère national puisque ce sera un examen local dépendant des évaluations des professeurs de chaque lycée. 65 % du Bac ne sera plus anonyme. Si tu as ton Bac dans un lycée « réputé » ou dans un lycée « poubelle » sa valeur ne sera plus la même puisque l'examen du Bac ne sera plus lié à une épreuve nationale. Cette réforme va de pair avec Parcoursup. En effet, Parcoursup a instauré l'an passé la sélection à l'entrée de l'université. Chaque lycéen-ne émet des vœux pour demander une filière et une université de son choix mais ils sont ensuite sélectionnés par les algorithmes obscurs de chaque université. Le gouvernement a fait croire que les lycéen-ne-s seront mieux orienté-e-s mais cette réforme permet simplement de trier les lycéen-ne-s à l'entrée de l'université. Les lettres de motivation qui étaient demandées sur le logiciel Parcoursup n'ont même pas été lues par les professeurs d'université. Plusieurs milliers de lycéen-ne-s se sont retrouvé-e-s sans affectation et une partie plus importante encore avec des affectations par défaut.

Nous voulons que chaque lycéen-ne puisse avoir accès à la filière et à l'université de son choix. Pour cela, il faut supprimer Parcoursup et créer les places et les moyens nécessaires aux universités pour qu'elles puissent fonctionner correctement.

La réforme des filières va casser le lycée général. Les filières L, ES, S, seront supprimées. Un tronc commun à tous contiendra français, philosophie, histoire-géo, langue, EPS, sciences, enseignement moral et civique. Ensuite, chaque élève devra choisir seulement deux spécialités et des options. Toutes les spécialités n'existeront pas dans tous les lycées, donc ça risque d'être la course pour aller dans les lycées où il y a toutes les options, avec une sélection renforcée à l'entrée. De plus, les conseils d'administration de chaque lycée auront des compétences élargies dans l'organisation des formations ce qui va renforcer la concurrence entre établissements. La mise en place de passeports de compétences pour les lycéen-ne-s va individualiser leur parcours, d'autant plus entre ceux qui pourront se payer le BAFA, valoriser des activités extra-scolaires et ceux qui n'ont pas les moyens de financer ces activités. En clair, le développement de parcours « à la carte » va individualiser les parcours des lycéen-ne-s renforçant ainsi leur mise en concurrence.

Le NPA Jeunes revendique :

Pas plus de 20 élèves par classe.

Non à la sélection ! Abrogation de Parcoursup !

Non à la réforme du Bac !

Des moyens à hauteur des besoins pour les facs et les lycées.

Des diplômes nationaux, de qualité et reconnus dans les conventions collectives.

Une allocation d'autonomie pour tous les jeunes.



La réforme du Bac professionnel

Les lycéen-ne-s de série professionnelle sont également concerné-e-s. Le gouvernement réforme le Bac pro. Le but est de diminuer les heures de contenus disciplinaires. Par exemple, les mathématiques et les sciences physiques en filière industrielle va baisser de 32 %. En CAP, l'enseignement disciplinaire du français et de l'histoire géographie vont baisser de 58 %. Les arts appliqués vont baisser de 50 %. Le projet du gouvernement c'est de faire des économies sur le dos des lycéen-ne-s, cela va impacter la qualité de la formation des lycées pro ainsi que la possibilité pour eux de poursuivre leurs études. De plus, avec Parcoursup et cette réforme du Bac pro, le but du gouvernement c'est de limiter tout accès à l'enseignement supérieur pour les lycéens des séries professionnelles et que leur formation soit totalement adaptée aux besoins locaux des entreprises d'un secteur géographique. En clair, donner aux patrons une main d'oeuvre docile et sous formée pour mieux les exploiter ensuite.

La mise en place du service national universel (SNU)

C'était une promesse de campagne de Macron, le rétablissement d'un service militaire (et civil) obligatoire pour les jeunes. Et il compte le faire : le 19 juillet le gouvernement l'a fait inscrire dans la constitution.

Pour l'instant les contours sont très flous, parce qu'ils veulent le lancer mais n'ont aucune idée des modalités pratiques (fonctionnement, organisation, financement etc.).

Ils ont lancé une ""consultation"" auprès d'assos et de 'syndicats' en octobre, novembre, voilà ce qui en ressort mais il est possible que des éléments soient modifiés.

Le déroulement ?

Ce serait un service en 3 phases :

- Une première phase obligatoire de 15 jours en hébergement collectif.
- Une deuxième phase obligatoire de 15 jours sans hébergement.
- Une troisième phase basée sur le volontariat possible jusqu'à 25 ans plus ou moins rémunérée (mais pas certain) qui correspondrait à un service civique aujourd'hui.

Les ministères des armées et de l'éducation se renvoient la balle en disant qu'ils n'ont pas les moyens de financer ça. De la même manière personne ne sait comment gérer les logements pour la première phase.

Qui est visé-e ?

Le service national devrait être obligatoirement effectué entre les 15 et les 18 ans, sachant que seraient principalement concerné.e.s les jeunes de 16 ans. Ce que défend le gouvernement c'est qu'il soit obligatoire l'année après la troisième parce que c'est l'année où il y a le moins d'examens et le plus de vacances. Il y a peu de chances que ceux/celles qui seront plus vieux/vieilles doivent le passer en rétroactif parce qu'il n'y aura jamais les moyens financiers et techniques de gérer autant de jeunes d'un coup (mais rien n'est certain).

Son financement ?

Chaque année ce sont 800 000 à 900 000 jeunes qui seraient appelé.e.s par ce dispositif, ils étaleraient ça par tranche de 80 000 jeunes. Le coût n'est pour l'instant absolument pas estimé; un sénateur des Républicains évoque 30 milliards par an (le budget de l'enseignement supérieur c'est 13 milliards !). Le gouvernement dit que le coût budgétaire total ne devrait pas dépasser quelques milliards d'euros. Mais quelque soit le prix, rien n'est défini sur qui va financer et comment.

Quel contenu ?

Le programme est tout aussi flou mais on peut s'attendre à la petite musique nationaliste à la gloire de l'impérialisme français à l'image des « journées défense et citoyenneté » puisque le but est "d'acquérir un corpus de valeurs citoyennes et de **solidifier la résilience de la nation**". Il est annoncé qu'il serait possible de le faire dans "l'armée, la gendarmerie, l'aide à la personne, la sécurité civile ou encore la culture".

Il serait également possible de passer son BAFA, des diplômes de premier secours, etc... en échange d'un travail payé à coup de service civique (autour de 500 €).

Mise en place à quelle échéance ?

Le gouvernement veut faire passer ça le plus vite possible (certainement pour en avoir un bilan à défendre en 2022 aux élections) et il évoque une période d'expérimentation qui pourrait commencer dès juin 2019 au volontariat sur quelques départements test. Gabriel Attal, ministre délégué à la mise en place du SNU, a annoncé une mise en place complète, c'est à dire obligatoire à tou-te-s les jeunes en 2026 mais concède en même temps réfléchir à un calendrier plus rapide.

Un député de droite disait que soit ça ne coûtait pas cher et ça ne servirait à rien, soit pour que ce soit utile il faudrait mettre la main au porte-feuille. Donc soit ce sera des cours sur la nation à 200 dans une salle pendant un mois (c'est pas cher), soit ça coûtera vraiment très cher. Avec cette mesure le gouvernement montre qu'il veut encadrer militairement la jeunesse. Il préfère investir dans de la propagande nationale plutôt que dans des cours et une éducation publique et gratuite de qualité.

La propagande de l'armée, c'est pour tenter de redorer le blason de l'Etat français et de ses multinationales qui pillent les 4 coins de la planète, intervient en Afrique pour défendre ses intérêts au détriment des peuples et des travailleur-euse-s.

La hausse des frais d'inscription à l'université

Avec le dispositif cyniquement appelé « Bienvenue en France », le coût d'une licence qui aujourd'hui représente 170€ et celui d'un master 243€, avec cette réforme ces chiffres passeront respectivement à 2 770€ et 3 770€. Or, en réalité, les étudiant-e-s étranger-e-s payent déjà bien davantage. En effet, leurs dépenses avant même de pouvoir s'inscrire à la fac sont énormes : test de français entre 75€ et 200€, dépôt de dossier auprès de Campus France, coût du visa entre 79€ et 269€, prix du billet d'avion, nécessité d'avoir 7 380€ sur un compte ou attestation d'hébergement de 3 mois en France. Rappelons également qu'à ce jour les étudiant-e-s étranger-e-s sont exclu-e-s des aides sociales telles que les bourses du CROUS. Ainsi, cette attaque d'ampleur va creuser les inégalités qui existent déjà entre étudiant-e-s français-e-s/étranger-e-s et fermer les portes de l'université aux étudiant-e-s étranger-e-s les plus précaires.

Pour nous le message du gouvernement est clair : faire le tri entre les étudiant-e-s étranger-e-s issu-e-s de la bourgeoisie et ceux venant des milieux les plus modestes ! Une « stratégie d'attractivité » comme le présente le gouvernement, qui consiste à repousser, par le coût des frais, les étudiant-e-s les plus pauvres et à attirer les étranger-e-s les plus fournis et donc plus « méritants ». Comme si la qualité d'un service public dépendait de son coût et non pas de son financement ! Il s'agit aussi de faire payer le délabrement de l'Enseignement supérieur aux étudiant-e-s étranger-e-s, un premier pas avant d'augmenter les frais d'inscription pour tous les étudiant-e-s, comme vient de souligner le rapport de la Cour des comptes sorti hier !

Cette politique s'inscrit aussi dans la droite lignée de la nauséabonde loi Asile et Immigration. Ce gouvernement, clairement raciste et xénophobe, pour qui des millions de personnes ont voté pour faire barrage à Le Pen, est en train de mener une politique raciste et xénophobe qui a comme conséquence de renforcer les idées du FN et de l'extrême droite.

Le combat contre cette mesure injuste est le combat de tous les étudiant-e-s, car cette hausse des frais d'inscription pour les étudiant-e-s étranger-e-s est vouée à se généraliser. La Cour des Comptes vient en effet de proposer une augmentation des frais d'inscriptions à près de 965 euros pour les masters, les rendant inaccessible à tous les enfants des classes populaires, dont la majorité doit déjà se salarier pour payer leurs études. L'an dernier, sous couvert de fin du régime de sécurité sociale étudiant, le gouvernement avait déjà augmenté de 90 € les frais d'inscriptions avec la CVEC.

Le NPA Jeunes revendique :

Une fac gratuite ouverte à tou-te-s !

La régularisation de tou-te-s les sans-papiers !

L'égalité d'accès aux aides sociales quelle que soit notre nationalité !

LES METHODES DE LUTTE

Face à des réformes aussi désastreuses pour notre avenir, il ne peut y avoir de logique de négociation ou d'amendement, nous devons exiger le retrait pur et simple des différentes réformes du gouvernement. Il n'y a pas trente-six solutions pour gagner. Il faut un mouvement de grève générale pour bloquer l'économie et mettre la pression sur les capitalistes. Les jeunes ne peuvent pas bloquer l'économie mais ils occupent un rôle central dans la mobilisation pour entraîner et donner envie aux travailleurs de rentrer dans la lutte. Notre mobilisation doit donc toujours chercher à s'étendre, à être visible et dynamique !

Le rôle des manifestations et des rythmes de mobilisation

Les manifestations sont primordiales. Elles permettent de montrer que nous sommes nombreux-ses et donc de motiver ceux qui pensent que se mobiliser ne sert à rien, que ce serait peine perdue. Elles donnent confiance dans l'action collective. Il faut sans cesse rappeler la nécessité de manifester, en plus d'un blocage par exemple, car ça permet de se retrouver avec tous les lycéens mais aussi les étudiant-e-s, salarié-e-s et retraité-e-s du coin pour la même cause, avec les mêmes slogans. Une manifestation réussie c'est un mouvement qui grandit.

La grève et le blocage

La question de la grève doit aussi être débattue car elle permet de dégager du temps pour amplifier le mouvement. On ne peut pas massifier les manifs si on n'est pas en grève. Et on ne permettra pas au mouvement de franchir un seuil si la grève n'est pas plus étendue que simplement les demi-journées de manif. Car il faut du temps, beaucoup de temps pour s'adresser à tout le monde, donc des journées entières de grèves où des dizaines, puis des centaines de lycéen-e-s ne vont pas en cours et ensuite plusieurs journées de suite, etc.

Un blocage peut être un bon moyen pour mobiliser les lycéen-e-s, car il permet d'enlever la pression des parents et de l'administration sur les absences. Mais un blocage sans manifestation derrière ou trop répété peut aussi démoraliser les lycéen-e-s. Il faut donc aviser suivant la situation locale et nationale.

Passages dans les classes

Pour que le mouvement soit majoritaire, il faut s'assurer de discuter avec chaque lycéen-ne. Les tracts permettent de s'adresser à beaucoup de monde, mais ils ne remplacent pas les discussions, d'autant que tout le monde ne les lit pas. Pour annoncer une manif ou une AG, le mieux est de passer dans les classes.

Evidemment, cela suppose un certain rapport de force avec l'administration, car il arrive qu'elles mettent des bâtons dans les roues, et si possible de trouver un accord / soutien avec les profs pour qu'ils laissent les lycéen-ne-s intervenir.

On peut procéder de plusieurs manières. Soit, après avoir demandé l'autorisation au professeur, on fait une petite intervention, que l'on a préparée à l'avance, pour donner les revendications et les perspectives du mouvement. Soit on entre dans la salle, on s'assoie et on lance un débat avec la classe. Cette façon prend plus de temps et elle est plus « culottée », mais elle permet d'amener les lycéen-ne-s à leurs propres réflexions.

Débrayages

Le débrayage consiste à entrer dans un lycée en chantant des slogans pour motiver des lycéen-ne-s non mobilisé-e-s. Cette action est fréquemment utilisée et porte ses fruits. Lorsqu'il est organisé dans des lycées qui ne sont pas mobilisés, il peut permettre de motiver les lycéen-ne-s et de les inciter à rejoindre le mouvement. Les débrayages peuvent aussi se faire de lycée en lycée, le matin afin d'annoncer une manifestation, soit l'après-midi, soit dans la suite du débrayage. Les débrayages ont l'intérêt de motiver aussi les lycéen-ne-s qui débrayent les autres. Ils sont très utiles en début de mouvement.

L'utilité d'un tract

Un tract permet d'informer largement les lycéen-ne-s d'un établissement. S'il n'est pas toujours lu par tout le monde, il permet de diffuser largement une information et de montrer « qu'il se passe quelque chose » sur le lycée. Lorsqu'il y a des périodes de mobilisation les lycéen-ne-s s'intéressent davantage à la politique et aux tracts, ils sont donc davantage lus. C'est aussi l'occasion de mettre par écrit les arguments et les revendications des lycéen-ne-s mobilisé-e-s.

S'ORGANISER AU NIVEAU LOCAL

L'assemblée générale

L'AG doit être le lieu le plus démocratique. C'est là que toutes les décisions se prennent, pas seulement le blocage.

C'est une forme supérieure d'organisation par rapport au vote à bulletin secret où l'on se contente de répondre OUI ou NON à une question (par exemple : « pour ou contre le blocage ») mais sans aucun débat, ni sans avoir confronté les avis et les arguments, alors qu'une assemblée générale doit permettre cela.

On commence par exposer pourquoi on se bat, puis on voit les moyens d'action. Chacun peut proposer des revendications (nationales ou locales, en termes de conditions d'études ou de droits démocratiques concernant la mobilisation) et des moyens d'action.

Si l'AG est le lieu choisi pour organiser les votes (sur le blocage, les revendications...), c'est parce que c'est le lieu où le plus de lycéens sont réunis et donc le lieu le plus légitime. L'AG permet de ne pas déconnecter les votes des débats.

Concrètement

Pour que chacun-e puisse s'exprimer et participer au débat, il faut une tribune (ou une présidence) qui se charge de distribuer la parole et d'organiser la discussion et les votes (donc de récapituler les propositions au moment des votes).

Ordre du jour, introductions et listes d'inscrit-e-s

Le moyen le plus démocratique pour que chacun s'approprie le débat est de répartir le temps de l'AG en trois parties (ou plus) :

1. Pourquoi on se bat
2. Perspectives d'action
3. Votes

Il faut que quelqu'un introduise chaque point.

Pour que le débat ait lieu dans les meilleures conditions, le mieux est de prendre une liste d'inscrit-e-s. Chaque élève qui souhaite prendre la parole lève la main et la tribune l'inscrit sur une liste. Elle distribue la parole dans l'ordre dans lequel chacun a levé la main. Si trop de monde s'inscrit, elle peut proposer de limiter les interventions à deux ou trois minutes. Pour éviter d'exploser le temps de l'AG, il faut minuter chaque point (exemple : 30 minutes sur les revendications, 20 minutes sur les perspectives, 10 minutes pour les votes...). Lorsqu'il y a beaucoup d'inscrit-e-s, il faut annoncer une « liste de clôture », c'est-à-dire qu'on dit au début d'une intervention que les dernier-e-s qui veulent parler peuvent lever la main pendant la prochaine intervention ; après, la liste sera close et il ne sera plus possible de s'inscrire. Quand l'intervention est finie, il faut récapituler la liste d'inscrit-e-s pour vérifier qu'on n'a oublié personne.



Les types de votes

- Les votes « Pour » ou « Contre »

Exemple, quelqu'un propose de participer à une manif. On peut voter pour, contre, s'abstenir (cela veut dire qu'on se range à l'avis majoritaire) ou Ne Pas Prendre part au Vote (NPPV), cela veut dire qu'on pense que le vote n'a pas lieu d'être : si c'est « NPPV » qui est majoritaire, le vote est repoussé à la prochaine AG.

Donc, concrètement, la tribune annonce le vote puis demande « qui est pour ? », « qui est contre ? », « qui s'abstient ? », « qui ne prend pas part au vote ». Pour compter les voix, il faut des gens d'opinions différentes, afin qu'il n'y ait pas de contestation des résultats.

- Les votes « alternatifs »

Exemple, quelqu'un propose de participer à la manif de l'après-midi et quelqu'un propose de rester occuper le lycée toute la journée.

On ne peut pas voter pour les deux, donc il faut soumettre les propositions l'une contre l'autre.

Concrètement, la tribune annonce les deux (ou plus) propositions puis demande « Qui vote pour la proposition 1 ? », « qui vote pour la proposition 2 ? », « qui s'abstient ? », « qui ne prend pas part au vote ? ».

Les élections de délégations

On peut élire des délégations pour plusieurs choses (rencontrer l'administration, se rendre à une AG de profs, se rendre à une coordination avec d'autres lycées...) ; dans ce cas, il faut avoir voté le principe de l'envoi de ces délégations dans les moyens d'action.

On procède à leur élection à la toute fin, puisque les délégations auront un mandat : ce qui a été voté par l'AG.

Il faut déterminer combien de personnes participent à cette délégation ; s'il y a autant de candidat-e-s que de places, on fait un vote global sur l'ensemble de la délégation (mais on peut s'opposer à ce qu'une personne y participe, par exemple si un anti-grève veut aller ren-

contrer l'administration !). S'il y a plus de candidat-e-s, il faut procéder à un vote personne par personne. Les premières en nombre de voix sont élues dans la délégation. On peut aussi essayer de se mettre d'accord pour faire des délégations représentatives (s'il y a plusieurs opinions qui se sont exprimées, s'il y a plusieurs sensibilités politiques ou syndicales présentes, si on veut qu'il y ait des délégué-e-s issu-e-s de plusieurs niveaux de classes et filières, une délégation paritaire hommes-femmes, etc.).

Le comité de mobilisation

Le comité de mobilisation est une réunion de lycéen-ne-s mobilisé-e-s, alors que l'AG est la réunion de tous les lycéen-ne-s, mobilisé-e-s ou non.

Il peut être élu-e ou réunir tous les lycéen-ne-s volontaires. Dans tous les cas, le moment où il se réunit et son rôle doivent être dits en AG.

Le comité de mobilisation est à la fois un secrétariat et un état major de l'AG.

Il applique les décisions de l'AG, écrit le tract du lycée, organise le blocage, organise le départ en manif, se préoccupe du matériel nécessaire (mégaphone, banderole, papier pour les tracts et les affiches...).

Mais le comité de mobilisation n'a pas qu'un rôle technique. Écrire un tract, c'est forcément réfléchir à une politique et à des arguments. Le comité doit aussi produire des argumentaires, pour faire des interventions dans les classes ou discuter avec les lycéen-ne-s non mobilisé-e-s. Il doit enfin préparer les AG, les annoncer, s'occuper du lieu, de l'heure, de l'affichage, de l'information, mais aussi préparer les introductions aux différents points.

Quand la mobilisation peine à décoller, qu'il y a très peu de monde en AG ou en manif, le comité de mobilisation est ce qui réunit les lycéen-ne-s qui veulent se mobiliser, même s'ils ne sont qu'une poignée. C'est en se réunissant quand même et en prenant en charge l'ensemble des tâches que ces lycéen-ne-s pourront faire arriver au déclic.

**Un gouvernement
au service des riches
et des patrons**



contact-jeunes@npa2009.org / jeunes.npa2009.org

SE COORDONNER ET ÉTENDRE LA MOBILISATION

Pour gagner face à la politique du gouvernement, un mouvement massif et organisé sur la durée est nécessaire. C'est la première leçon des mouvements sociaux de ces dernières années, que ce soient ceux des travailleur-euse-s ou bien ceux de la jeunesse. Pour nous, lycéen-ne-s, il faut aussi pousser les travailleur-euse-s à entrer dans la bataille, car ils peuvent empêcher l'économie de tourner.

Comment se mettre en lien avec les lycées des alentours, au niveau régional et au niveau national, et favoriser la meilleure structuration possible pour étendre la grève et gagner ?

Se coordonner localement

Avec les lycées des alentours

Quand on construit la lutte sur son lycée, il faut à la fois la faire progresser quotidiennement au niveau local, convaincre chaque fois plus de lycéen-ne-s de son bahut, et en même temps, essayer de tisser des liens avec les lycées aux alentours. Cela peut débuter, lorsqu'il n'y a pas encore de mouvement sur les lycées en question, par un travail d'information régulier (diffusions de tract, affiches, interventions...) et en prenant des contacts, avoir des discussions régulières, les aider à construire un comité de mobilisation, à faire des AG. En période de mouvement, les débrayages sont un bon moyen d'être de plus en plus nombreux.

Débrayer les autres lycées peut se faire de manière organisée, quand on connaît des lycéen-ne-s mobilisé-e-s dans d'autres établissements. On se met d'accord pour dire que le lycée X part en manif en premier, passe devant le lycée Y pour former un cortège plus gros, puis qu'ils vont ensemble chercher le lycée Z, etc. Si un seul bahut est vraiment mobilisé, c'est à lui d'aller chercher les lycées des alentours, c'est aussi un moyen de faire rentrer en action de nouveaux lycées et de se mettre en lien. En début de mouvement, un seul lycée organise ce parcours. Mais il faut chercher à organiser des réunions inter-lycées pour organiser ces parcours d'un commun accord entre tous.

L'organisation au quotidien de la grève requiert un minimum de préparation et de centralisation, il est donc bien de mettre en place un cadre de discussion régulier entre les lycéen-ne-s qui agissent dans des bahuts proches, mais aussi avec les étudiant-e-s mobilisé-e-s, avec par exemple une coordination de quartier ou de département ou encore un collectif unitaire contre la réforme. Ce cadre ne doit pas seulement organiser la grève « techniquement » (se contenter de faire des parcours de débrayages). Il doit permettre d'élaborer et de proposer une orientation à la mobilisation et de coordonner une activité commune, de discuter des prochaines actions... C'est la meilleure stratégie pour gagner et c'est ce qu'il y a de plus démocratique.



POUR UNE UNIVERSITÉ
GRATUITE ET OUVERTE
À TOUTES ET TOUS

NON À LA HAUSSE DES FRAIS D'INSCRIPTION



A l'échelle locale plus large

De même, il faut se préoccuper de construire de tels cadres à un niveau local mais plus large : une agglomération (grande ville et sa banlieue), des bouts de départements, voire d'une région. Le plus simple pour les mettre en place, c'est de convoquer des assemblées générales jeunes après les manifs. Ces AG permettent d'échanger avec plus de monde et donc d'apprendre les uns des autres. Elles permettent de décider des parcours de manifs, d'organiser le déroulement de ces manifs, d'autres actions... S'il y a des cas de répression, elles permettent que tous les jeunes d'une région ripostent ensemble, par exemple en se rassemblant devant un commissariat, le tribunal, l'inspection académique...

A la fin de l'AG, il peut être utile qu'une petite équipe soit élue pour appliquer les décisions (déposer un parcours, écrire et tirer un tract, prendre contact avec les organisations d'enseignants...). L'idéal est que les lycéen-ne-s et étudiant-e-s présent-e-s qui constituent cette équipe soient élu-e-s dans leurs lycées et facs pour les représenter. Ça permet que ceux qui ne peuvent pas s'y rendre aient un contrôle sur ce qui s'y discute. Ça permet aussi de s'assurer que chaque lycée va être représenté.

Se coordonner au niveau national

Nous faisons face à un gouvernement national. Ses attaques concernent l'ensemble du territoire. Il mène la même politique partout en même temps. Il est structuré avec un gouvernement central. Il a des relais régionaux (les 26 recteurs d'académies qui prennent directement leurs ordres du Ministère de l'Éducation), départementaux (les inspections d'académies qui sont contrôlées par les recteurs ; les préfets qui prennent leurs ordres du Ministère de l'Intérieur) et locaux, avec les chefs d'établissements.

Un mouvement n'a aucune chance de gagner s'il ne tend pas à autant d'efficacité. Si les différentes villes manifestent à des dates différentes, avec des reven-

dications qui ne sont pas les mêmes, impossible de mettre une pression suffisante sur une machine de guerre aussi rodée que l'État !

L'importance de l'auto-organisation

Quand il n'y a pas de mouvement, ce sont les organisations permanentes, les syndicats, les associations, les partis, qui prennent l'initiative des dates de manifestation. Mais ces organisations, même quand elles sont unies, ne représentent pas l'ensemble des jeunes et des salariés. Certaines sont mêmes très intégrées à l'État, qui les finance et leur donne un certain pouvoir. Quand la tension monte entre l'État et la jeunesse, certaines organisations sont prises en étau entre la combativité des personnes organisées et le Ministère qui leur demande de calmer le jeu.

Un mouvement démocratique et efficace doit donc se doter d'une structure qui représente tout le monde au niveau national, à la fois parce que nous faisons face à un gouvernement centralisé et parce que parfois les organisations traditionnelles ne prennent pas leurs responsabilités. Cette structure, c'est la coordination nationale lycéenne et/ou étudiante. Elle n'existe qu'en période de mouvement très fort, car il faut que dans plusieurs régions, dans plusieurs départements, dans plusieurs villes, dans plusieurs lycées, il y ait des assemblées générales fortes.

Mais pour les jeunes du NPA, les AG et coordinations représentent aussi autre chose : l'auto-organisation des jeunes et des travailleur-euse-s correspond à notre projet de société. Nous nous battons contre les attaques et essayons

de les repousser une par une. Mais d'une manière générale, nous voulons en finir avec cette société, dans laquelle une minorité décide pour la majorité. La démocratie qui se met en place dans les mouvements sociaux doit aussi être le laboratoire d'un fonctionnement pour la société de demain.





Avoir une politique pour tout le monde

Le plus souvent, une AG de ville lance un appel à une coordination nationale. Cet appel doit être relayé dans les autres régions et les AG doivent décider de répondre à cet appel en envoyant des délégué-e-s. Ceux-ci doivent être élus pour être représentatifs de leur AG. Ils doivent représenter les différentes orientations qui existent, être légitimes pour représenter le mouvement.

La coordination est la direction du mouvement : c'est elle qui est la plus légitime pour dire quelles sont les revendications, c'est-à-dire les conditions sans lesquelles la grève ne s'arrêtera pas. C'est elle qui décide des dates de manifestations. Si des négociations doivent avoir lieu, c'est elle qui doit être l'interlocutrice du gouvernement. Si le mouvement cherche à se lier avec d'autres secteurs, par exemple les profs, les étudiant-e-s, d'autres secteurs en lutte, c'est elle qui doit également être leur interlocutrice. Sans quoi, ce sont des syndicats non élus, non contrôlés et pas toujours représentatifs qui s'en chargeront.

Être une direction, ça ne veut pas dire donner des ordres ou imposer quoi que ce soit. La coordination commence par tracer un état des lieux de la mobilisation et doit proposer une politique pour tout le monde.

Sur les revendications, elle reprend celles qui font accord entre tout le monde ou qui permettent d'étendre la mobilisation. Si dans plusieurs villes il n'y a que des revendications concernant les lycées généraux mais qu'ailleurs il y a des lycées pro en lutte, il est important de reprendre les revendications des lycées pro, même si elles ne concernent pas tout le monde. Sinon, la coordination exclurait une partie du mouvement. Mais si dans une région les

lycéens se battent pour des revendications locales qui ne concernent pas directement les autres lycées ou qui ne font pas accord, il faut faire attention à ne pas diviser le mouvement. Il faut garder des revendications qui maintiennent l'unité.

Sur les moyens d'action, la coordination prend en compte les difficultés qui existent à un endroit, les expériences qui ont réussi ailleurs. Elle tente de faire une synthèse, de proposer une orientation qui convient à tout le monde, de fixer des rythmes de manifs qui peuvent être repris aussi bien dans les villes très mobilisées que là où le mouvement peine à démarrer. Evidemment, là où la mobilisation est plus avancée, on peut décider de participer aux dates appelées nationalement, tout en ayant aussi d'autres dates et initiatives locales.

Une structure efficace et démocratique

Il est difficile de faire une politique parfaite, adaptée à tout le monde. La coordination peut faire des erreurs. C'est pourquoi elle peut se doter d'un comité national, une équipe plus restreinte qui se voit entre deux coordinations pour réagir à de nouvelles annonces du gouvernement, s'exprimer dans les médias, etc. Mais la condition la plus importante à respecter est la révocabilité des élus. Dans les institutions de l'État, si les électeur-trice-s ont un désaccord avec la politique d'un-e élu-e, ils-elles doivent attendre les prochaines élections, même si elles sont dans plusieurs années. L'auto-organisation suppose au contraire qu'un-e élu-e peut être révoqué-e. Un-e lycéen-ne ou un-e étudiant-e est élu-e pour aller à une coordination, pas pour aller à toutes. On réélit les délégué-e-s à chaque fois, tout comme les équipes élues par les coordinations. Et si quelqu'un a mal représenté l'AG à la coordination, on peut le révoquer à chaque fois.



LA RÉPRESSION

Nos droits : Tous les droits lycéens ont été gagnés après une lutte. Par exemple, les délégué-e-s de classes sont apparus après mai 68, les CVL après le mouvement de 1998. Ces quelques droits sont très peu respectés, voir bafoués. Lorsque nous entrons au lycée, on nous bassine avec nos devoirs sans vraiment nous informer de nos droits. Le plus important à retenir est que si ces droits ont été obtenus par le rapport de force, il n'y a que par le rapport de force qu'ils seront maintenus, respectés et que d'autres seront gagnés. Cependant, il peut être utile de connaître les textes officiels.

Voici les différents droits des lycéens et les articles s'y référant :

Le droit de réunion : il est très utile d'organiser des réunions sur son lycée. Tout élève est libre d'en organiser une. Elle peut traiter d'un sujet d'actualité. Pour l'organiser, il faut prévenir l'administration pour obtenir une salle. Pour faire intervenir des gens extérieurs à l'établissement, il faut écrire une lettre au proviseur qui peut examiner cette demande en conseil d'administration. En cas de refus de la part de l'administration, on peut se référer à l'article 3-3 du décret 85-924 : « Dans les EPLE du second degré, la liberté de réunion s'exerce dans les conditions ci-après : (...) dans les lycées, à l'initiative (...) d'un groupe d'élèves de l'établissement pour des réunions qui contribuent à l'information des élèves ».

Le droit de manifestation : les lycéen-ne-s ont-ils le droit de manifester ? Oui, car aucun texte de loi ne l'interdit. Or, l'article 5 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen (préambule de la constitution française) stipule que « tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché ».

Le droit d'affichage : pour prévenir des réunions où des journées de mobilisation il est très pratique de pouvoir mettre des affiches.

Normalement, tous les lycées doivent mettre un panneau d'affichage à disposition des élèves. Les lycéen-ne-s peuvent théoriquement librement exposer leurs affiches. Elles ne doivent pas être « partisans », c'est-à-dire qu'elles sont sans « étiquette » politique, ce qui n'oblige en rien ces affiches à être démunies d'opinions politiques. Avant d'afficher il faut demander l'autorisation au proviseur pour qu'il vérifie si votre affiche ne comporte pas de propos « diffamatoires » et « insultants ». Il faut signer les documents que vous exposez : rien d'anonyme ne peut être publié.

Le chef d'établissement ne peut refuser un affichage que s'il juge son contenu insultant à l'égard d'une personne ou clairement partisan. Il doit impérativement justifier ce refus par écrit. Si le refus du proviseur n'est pas justifié il faut alors faire appel à l'article 3-4 du décret 85-924 : « Les publications rédigées par des lycéen-ne-s peuvent être librement diffusées dans l'établissement (...). »

Le droit de publication : il est souvent indispensable, pour expliquer aux lycéen-ne-s ce qu'il se passe dans les lycées (les attaques du gouvernement, les mobilisations), de pouvoir se doter d'un support papier que l'on peut diffuser largement, un tract. Malgré les dires des proviseurs, on peut distribuer des tracts à l'entrée de son lycée. En cas de soucis avec son administration il est bon d'invoquer la circulaire n° 91-051 du 6 mars 1991, modifiée par la circulaire n° 2002-026 du 1er février 2002, qui stipule clairement que « Les publications rédigées par les lycéen-ne-s peuvent être librement diffusées dans l'établissement. » Il faut faire attention à ne pas se faire piéger inutilement, car la circulaire relative au droit de publication des lycéen-ne-s émet quelques restrictions : « Quelle qu'en soit la forme [les publications, journaux, tracts], ne doivent être ni injurieux, ni diffamatoires, ni porter atteinte au respect de la vie privée. En particulier, les rédacteur-trice-s doivent s'interdire la calomnie et le mensonge. (...) Les lycéen-ne-s s'interdisent tout prosélytisme politique, religieux ou commercial, sans pour autant s'interdire d'exprimer des opinions. ».

Construire le rapport de force : Il n'y a pas de « solution miracle » pour faire respecter nos droits. Il faut mettre la pression sur l'administration. Créer un rapport de force, c'est-à-dire montrer à l'administration que nous ne laisserons pas nos droits être bafoués. Plus le rapport de force est significatif, c'est-à-dire, plus il y a d'élèves prêts à le faire, plus il y a de pression sur l'administration, moins les droits sont bafoués. Par exemple, au lycée Claude Monet (Paris 13ème), lors d'une assemblée générale, les lycéen-ne-s étaient tellement nombreux que l'AG s'est faite dans le hall de l'établissement. Le proviseur a essayé de les faire sortir mais il s'est tellement fait huer qu'il a compris qu'il ne pouvait rien faire.

Se servir des droits selon le rapport de force : Lorsque le rapport de force est défavorable aux lycéens, se procurer une salle pour faire une réunion ou une AG n'est pas impossible : il faut demander une salle par lettre en demandant de justifier si la réponse est négative. Si le proviseur refuse, il n'y a pas grand-chose à faire à part le mettre dans le prochain tract pour expliquer aux élèves que leurs droits ne sont pas respectés. Avec un rapport de force plus favorable, les lycéen-ne-s peuvent par exemple venir nombreux dans son bureau et lui dire qu'ils ne bougeront pas jusqu'à qu'on leur accorde une salle. La répression administrative ne peut être surmontée qu'avec un rapport de force suffisant. Quand le droit de manifestation n'est pas respecté, le seul moyen de contrer la répression est de mettre la pression en étant toujours plus nombreux-euses à se mobiliser. Si la moitié du lycée va en manif, il sera plus dur de sanctionner les élèves mobilisé-e-s.

La répression, d'où vient-elle, comment lutter contre ?

A chaque mouvement dans la jeunesse la répression s'accroît : arrestations durant les blocages ou les manif, exclusions temporaires ou définitives des élèves grévistes... Faire grève devient un crime, la répression a un but pour le gouvernement : casser les mobilisations en cours et tenter d'éviter que de futures mobilisations aient lieu.

Les administrations des lycées se défendent avec leur moyens contre les lycéen-ne-s grévistes, cela peut aller des lettres d'absence envoyées aux parents jusqu'aux exclusions définitives en passant par l'interdiction d'accès à l'internat pour les élèves internes. Le but est de faire assez peur en jouant sur les parents et sur l'autorité de l'école, pour que des lycéen-ne-s plus ou moins moteurs ne se mobilisent plus.

Quand le gouvernement envoie, ou que les proviseurs demandent des flics devant les blocages, quand ils arrêtent des lycéen-ne-s pour de simples « contrôle d'identité » ou avec des prétextes bidons (« dégradations », « outrage »...), c'est toujours pour mettre la pression sur ceux qui participent au mouvement afin qu'ils ne se mobilisent plus. Des élèves qui sont arrêté-e-s ou ont des menaces de poursuites judiciaires auront plus de craintes pour se mobiliser la fois suivante. C'est un enjeu pour la réussite du mouvement de se protéger de la répression.

L'État n'est pas quelque chose de « neutre ». C'est l'instrument aux mains d'une classe dominante, en l'occurrence les capitalistes, pour maintenir son pouvoir. La police est du côté de l'ordre, de la répression. La Justice l'est également, qui condamne presque systématiquement les militant-e-s accusé-e-s, même sans preuve, dans le cadre d'un mouvement. Il ne faut pas avoir confiance dans ces institutions. Il ne faut compter que sur nos propres forces pour y faire face et régler tous les problèmes que nous pouvons avoir pendant une mobilisation.

Que faire ? La répression doit évidemment être prise en compte dans la construction de la mobilisation. La conséquence pour nous c'est de construire une mobilisation suffisamment forte et organisée. Là où la police est envoyée systématiquement quand le lycée est bloqué, il faut être très nombreux-euses pour tenir le blocage et être bien organisé-e-s pour que personne ne se fasse embarquer.

Pour les manif, il faut s'efforcer de constituer un « service d'ordre », dont la fonction est de protéger le cortège de l'extérieur, guider le parcours, prévenir de la circulation, d'éléments extérieurs qui peuvent être hostiles au mouvement, de la police... Et donc garantir la sécurité des lycéen-ne-s qui sont à l'intérieur du cortège. Ceux qui constituent le service d'ordre doivent être des personnes de confiance, de préférence élues ou désignées en comité de mobilisation et en AG inter-lycées et clairement identifiées par les manifestant-e-s. De même elles doivent être représentatifs du mouvement (et ainsi pas simplement composé de « gros bras » car ce n'est pas la force de ces individus qui importe mais leur force en tant que groupe).

Pour ce qui est de la répression administrative, il faut réagir collectivement au sein du lycée, si l'ensemble des élèves engagé-e-s dans la grève sur un lycée prend position notamment lors d'une assemblée générale et se retourne contre l'administration par différents moyens gradués, pétition, envoi d'une délégation vers l'administration, occupation... Alors le rapport de force peut permettre de gagner des avancées et des protections durant la grève. Mettre en place un lien étroit avec des professeurs et personnel-le-s syndiqué-e-s permet d'avoir des protections qui sont davantage reconnues par l'administration.

Pendant et après le mouvement et les arrestations, des collectifs pour le soutien de camarades arrêté-e-s, des campagnes de soutien, des collectes, sont autant d'éléments importants qui permettent de médiatiser l'histoire et d'espérer ainsi peser sur la décision contre la justice. Il est donc important que ces collectifs soient les plus larges possibles et soient constitués de personnes qui ont du « poids » (élus, syndicalistes et politiques reconnus localement, FCPE, Ligue des Droits de l'Homme...).

Slogans

Y'en a assez, assez, assez d'cette société
Qui n'offre que le chômage et la précarité
Engraisse les actionnaires
Et répand la misère

A ceux qui veulent,
précariser les jeunes
Les jeunes répondent
RESISTANCE !

Les jeunes dans la galère, les vieux
dans la misère,
De cette société là, on n'en veut pas !

Contre la précarité
Resistons !
On n'est pas
de la chair à patron !

Macron, si tu savais,
ta réforme, ta réforme,
Macron, si tu savais,
ta réforme où on s'la met
Au cul, au cul
Aucune hésitation,
Non non non,
a l'exploitation !

Public, privé, jeune et salarié
C'est tous ensemble
Qu'il faut lutter !
C'est tous ensemble
Qu'on va gagner !

Tout est à nous,
Rien n'est à eux,
Tout ce qu'ils ont ils l'ont volé
Partage des richesses,
Partage du temps d'travail
Ou alors ça va péter

De l'argent il y en a
Dans les caisses du patronat
Et l'argent on l'prendra
Dans les caisses du patronat !

Bienvenue en france
c'est une arnaque
Gratuité de toutes les facs !

Ils ferment les usines
Ils ferment les écoles
Y en a ras-le bol
De ces guignols !
C'est tous ensemble
Pour les fonctionnaires
Le gel des salaires
Pour les actionnaires

Des cadeaux par milliers
Assez, assez
Assez d'austérité !

Lycéens, étudiants,
Chômeurs et salariés
C'est tous ensemble qu'il faut lutter
C'est tous ensemble qu'on va gagner

Y'en a assez assez assez
De cette société
Qui n'offre que le chômage et la précarité
Engraisse les actionnaires et répand
la misère / *et vire les salariés / détruit lservice public*

Ni chair à patron
Ni chair à matraque
Les étudiantEs contre attaques

Services publics bradés
Les salariés virés
Les sans papiers chassés
C'est le capitalisme, qui ruine, qui
ruine la société :

La loi Macron
C'est marche ou crève
La rue répond
Grève, Grève, Grève !

Ils veulent licencier
En toute impunité
Baisser nos salaires
Et nous faire taire
Ça n'peut plus durer,
Ça va péter !

Salariés licenciés,
Fonctionnaires supprimés
Militants condamnés
Ça n'peut plus durer,
Ça va péter !

Contre l'austérité
Y a pas à hésiter
Faut taxer les profits
Faire payer les banquiers.

Macron c'est tout bon
Pour les patrons
C'est la précarité
Pour tous les salariés

Les jeunes dans la galère
Les vieux dans la misère
De cette société là
On n'en veut pas

De l'argent il y en a
Dans les caisses du patronat
Augmentez les salaires,
Et pas les actionnaires.

Pour les fonctionnaires
Le gel des salaires
Pour les actionnaires
Des cadeaux par milliers
Assez, assez
Assez d'austérité !

Ils cassent nos grèves
Et le Code du Travail
Ils nous matraquent
Et ils nous gazent C'est qui
les voleurs ? C'est eux les
voleurs !
C'est qui la racaille ? C'est eux la
racaille ! Alors dehors, dehors
Tous ces profiteurs !

Macron
Président des patrons
Grève générale
C'est ça la solution !

Avec En marche et Macron
(et Macron, et Macron)
C'est la loi pour les patrons
(Les patrons, les patrons)
Encore plus nous exploiter
(Exploiter, exploiter)
Plus facilement licencier
(Licencier, licencier)
ça ne peut plus durer
Allez,
allez Etc

La sélection, c'est dégueulasse....(X2)
Variantes : Et les lois Macron L'état
d'urgence
Et le Medef
(et puis) en marche, le patronat, le
capitalisme...

Le recul social ne se négocie pas !
Il se combat
Par la grève générale !

C'est pas à 'Elysée C'est pas à Matignon C'est pas dans les salons Qu'on obtiendra satisfaction Il faut lutter S'indigner Se rassembler Se syndiquer Se mettre en grève Se révolter !	C'est pas le rail qu'il faut privatiser ! C'est les patrons et le gouvernement ! La sélection c'est marche ou crève ! La rue répond grève grève grève ! Ils nous matraquent, et ils nous gazent ! Expulsent les exilés, ferment les frontières ! Ils cassent nos grèves, sélection- nent à la fac ! C'est qui les casseurs ? C'est eux les casseurs ! Ni chair à patrons ! Ni chair à ma- traque ! Les étudiants/les migrants/les cheminots contre-attaquent ! Du Mans à Tolbiac ! Ils cassent nos facs : On contre attaque ! La fac pour tous ! La bac pour per- sonne ! Étudiants ! Cheminots ! Même Macron même combats Yen ras l'bol de ces guignols Qui ferment les usines ! Qui fer- ment les écoles ! La sélection c'est l'arme des pa- trons ! Maintien du bac ! Ouverture de la fac ! Du fric pour les facs et les lycées ! Pas pour les flics ni pour l'armée ! Dans tout les quartiers, dans tou- tes les régions ! Un même droit à l'éducation ! Les jeunes dans la galère Les vieux dans la misère ! De cette société la on en veut pas ! Le rail privatisé ! Les sans papiers chassés ! De cette société la on en veut pas !	Et cette société la ! On la combat ! Ils servent à rien et ils coutent cher ! Licencions les actionnaires ! Tout est à nous ! Rien est à eux ! Tout ce qu'il ont ils l'ont volés ! Ouverture de la fac ! Ouverture des frontières ! Ou alors ça va péter ! Ouvrez ouvrez ouvrez les universités C'est les banquiers qu'il faut virer Derrière la loi Vidal se cache le capital Lutte sociale et grève générale! Ils ont voulu nous sélectionner Mai 68 pourrait recommencer! Pas d'fac d'élite pas d'fac poubelle A bas les facs concurrentielles !
Tout est à nous, Rien n'est à eux Tout ce qu'ils ont Ils l'ont volé Partage du temps de travail Partage des richesses Ou alors ça va péter !		
Y'en a assez, assez assez de cette société Qui n'offre que le chômage Et la précarité Engraisse les actionnaires Enrichit les banquiers !		
Aujourd'hui dans la rue Demain on continue !		
C'est pas les salariés, c'est pas les réfugiés, c'est pas le service public qui sont de trop C'est Macron et les patrons		
C'est pas à l'Elysée C'est pas à Matignon C'est pas dans les salons que nous aurons satisfaction C'est par la lutte, c'est par l'ac- tion		
Les salariés virés Les retraités volés Les jeunes précarisés C'est le capitalisme Qui ruine, qui ruine, qui ruine la société !		
Travailleurs français, immigrés, AVEC OU SANS PAPIERS Même patron, même combat !		
C'est pas les immigrés qu'il faut virer ! C'est pas les lycéens qu'il faut sélectionner !		

REJOINDRE LE NPA POUR S'ORGANISER SUR LA DURÉE

Jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste, nous sommes lycéen·nes, étudiant·e·s, jeunes travailleurs·euses, avec ou sans emploi. Nous faisons le constat que la société capitaliste est à bout de souffle, une minorité soumet l'ensemble de la société à ses intérêts égoïstes peu importe les conséquences pour l'immense majorité de la population.

Les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, mènent des attaques contre les jeunes et les salarié·e·s, contre nos acquis sociaux et démocratiques. Nos conditions de vies se dégradent, nous promettant d'être la génération qui vivra moins bien que ses parents. Face à cette situation, les organisations traditionnelles ne résistent pas et capitulent sans cesse face à la violence des gouvernements et du patronat.

Nous avons donc besoin d'un outil de combat contre le système capitaliste. Un parti qui est aussi fidèle aux jeunes et aux travailleur·euse·s que le MEDEF l'est au patronat, pour lutter contre Macron, son gouvernement, et toutes leurs attaques. Un outil qui défend une stratégie pour mettre un coup d'arrêt à la politique de celles et ceux qui nous exploitent, nous précarisent, nous oppriment et détruisent l'environnement. Pour dessiner une autre voie, celle du renversement du capitalisme, un projet de transformation révolutionnaire de la société, pour en finir avec l'exploitation, le racisme, le sexisme, l'homophobie...

Une société communiste, autogérée, démocratique. Cette société se construira par une transformation révolutionnaire, par une rupture avec le capitalisme, où la majorité de la population décidera et appliquera ses propres décisions.

Cette rupture naîtra des luttes de tous les exploité·e·s et de tous les opprimé·e·s, des salarié·e·s, des chômeurs·euses, des jeunes, des femmes, des immigré·e·s, des lesbiennes, gays, bis, trans et intersexes... En bref, celles et ceux qui n'ont rien à perdre que leurs chaînes !

Pour gagner, il faut lutter et s'organiser car nous ne pouvons compter que sur nos propres forces !

Cette brochure a été élaborée par des militant·e·s du secteur jeune du NPA, sur la base des expériences et des bilans – positifs ou négatifs – des mouvements sociaux passés.. Une organisation politique permet notamment d'être un outil pour la mémoire des luttes. Car, en face, le gouvernement a su, lui aussi, tirer les bilans des mouvements passés.

Bien sûr, de nouvelles formes de lutte, de nouvelles expériences, de nouveaux problèmes se posent et se poseront cette année. L'histoire ne se répète jamais de manière exacte, encore moins pour ce qui est des luttes et encore moins quand ce sont celles de la jeunesse. Mais si nous voulons être à la hauteur de notre adversaire, nous devons commencer par partager nos connaissances. Ce « kit de la grève » est une contribution pour servir la réflexion de tous ceux qui veulent riposter !



AU SUD ILS BOMBARDENT



AU NORD ILS EXPLOITENT

ET ILS RÉPRIMENT

NI CHAIR À CANON
NI CHAIR À PATRONS

Solidarité avec les migrants
Liberté de circulation
Stop aux interventions militaires
françaises en Afrique et au Moyen Orient

 jeunes nouveau parti anticapitaliste
contact@npa2009.org / jeunes.npa2009.org



Plus qu'un journal,
l'Anticapitaliste
un outil pour lutter!



**Soutenez la presse
anticapitaliste,
ABONNEZ-VOUS!**

diffusion.presse@npa.2009.org | www.npa2009.org

